

QUATRE JOURS EN AOÛT

Depuis des mois, Douarnenez frémissait d'inquiétude et d'impatience.

Le débarquement allié, en Normandie, avait eu lieu le 6 juin. Depuis cette date, des bruits incontrôlés circulaient partout au sujet de l'avance des troupes du général Patton, chargées de reconquérir les régions de l'Ouest.

Les rumeurs les plus fantaisistes trouvaient toujours, quelque part, un écho amplifié. Si bien qu'au début du mois d'août s'échangeaient les propos les plus optimistes. Le 4 août on annonça même la présence des Américains à Quimper. La confirmation, puis la reconfirmation de cette fausse nouvelle allaient se traduire par une réaction spontanée : la ville se mit à pavoiser aux couleurs alliées, chaque fenêtre arborant son drapeau. Le coup d'envoi était donné, dans les esprits, avant même de s'être traduit par les armes. C'était, enfin, la LIBÉRATION. Les heures qui allaient suivre devaient démontrer que, passée une euphorie bien compréhensible après quatre années d'occupation, des larmes bien amères attendaient encore les Douarnenistes. La guerre n'était pas finie.

Quatre jours en août

1. VENDREDI 4 AOÛT 1944 :

La journée des barricades

2. LA NUIT DU 4 AOÛT 1944 :

La nuit de l'embuscade

3. SAMEDI 5 AOÛT 1944 :

La journée des confusions

4. DIMANCHE 6 AOÛT 1944 :

Le temps des représailles

5. LUNDI 7 AOÛT 1944 :

Le temps de l'expectative

6. MARDI 8 AOÛT 1944 :

Le jour de la LIBÉRATION

7. LA FIN DE L'OCCUPATION.

Vendredi 4 août 1944

La journée des barricades

Les interrogations

Les événements allaient remettre bien des choses à leur place et démontrer, une fois encore, que dans les actions de guerre, le renseignement reste un facteur capital. C'est ce qui allait manquer le plus dans les combats ou les coups de mains qui devaient ensanglanter ces premières journées du mois d'août.

Dans la vie, bien souvent, les événements se télescopent de la façon la plus inattendue, tragique... ou facétieuse.

Mon oncle Eugène avait fixé la date de son mariage au 5 août 1944. Bien sûr, il ne pouvait pas prévoir... Qui le pouvait ?

La prise de la "Gast"

Le 4 août il faisait un temps splendide. Un immense ciel bleu, sans le moindre nuage, aurait, en d'autres temps, poussé tout le monde à la plage.

Il poussa, dès le matin, les F.F.I. de Douarnenez à s'emparer des locaux de la "Gast", la douane allemande, qui s'était installée à "Vallombreuse", une fort belle villa réquisitionnée.

Le coup de main se passa sans anicroche : les douaniers se rendirent et rendirent leurs armes.

Il y eut en ville quelques escarmouches, un camion d'explosifs soustrait aux Allemands, quelques grenades lancées sur les véhicules et 120 prisonniers. Parmi les auteurs de tous ces faits, apparaissent déjà ceux qui vont aller au bout du sacrifice de leurs vies : Maurice Guichaoua, Eugène Gloaguen, et d'autres comme Roger Volant, Yves Mens, Pierre Roland, Jos Montfort... que l'on retrouvera sur d'autres théâtres d'opération au cours des semaines qui vont suivre.

Mais si la "Gast" était tombée sans coup férir, il restait l'école de Ploaré où l'on savait

que s'était retranchée une vingtaine de soldats allemands, de la Compagnie 03818 G, sous le commandement de l'Oberleutnant Hagena, bien connu pour son côté cynique qu'il résumait, chaque fois qu'il le pouvait, par un dicton français appris par cœur : "Chacun pour soi et Dieu pour tous."

Afin de parer à toute éventualité et pour empêcher toute descente vers la ville de la garnison de Ploaré, les F.F.I. installèrent une barricade à Pen-ar-C'hoat. Constituée d'énormes barriques et de sacs de sable, elle commandait l'accès de la rue Laënnec et de la rue de Croas-Talud, par lesquelles pouvaient survenir les attaques éventuelles. Un canon de 37 et une mitrailleuse lourde étaient braqués vers les hauts de Ploaré. Les gendarmes de la brigade avaient rejoint cet endroit stratégique, essayant d'utiliser au mieux les forces disposées là.

Le retranchement de Ploaré

Dans l'après-midi, les Allemands n'ayant tenté aucune sortie, les F.F.I. délaissèrent leur barricade et montèrent vers Ploaré avec leurs armes. Mais la garnison avait, entre temps, reçu des renforts venus par le sud en se dissimulant, à travers les bois et les champs. On apprendra par la suite qu'il s'agissait de troupes supplétives composées d'Ukrainiens, particulièrement vindicatifs et bien armés.

L'école Laënnec est donc devenue dans ces dernières heures pratiquement imprenable, si l'on tient compte de l'armement dont dispose les Résistants.

Depuis le matin, des jeunes gens vont et viennent un par un le long de la rue Laënnec. Ils ont l'air de se promener, mais en fait ils observent chacun à chaque passage tout ce qu'on peut voir du côté allemand.

J'interroge l'un d'entre eux au moment où il passe devant le seuil de ma maison. Je le

DOUARNENEZ SE LIBÈRE



Après avoir pris la "Gast", les F.F.I. décident de déloger les Allemands de l'école de Ploaré. Une barricade est dressée à Pen-ar-C'hoat. On peut reconnaître de gauche à droite : le père Petitbois, Roger Heussaff; debout, accroupi à sa gauche, Guellec, puis debout Jean Gourret.



Une mitrailleuse pointée par le père Petitbois et servie par André Géomay, en chemise blanche, prend la rue Laënnec en enfilade. A gauche, de dos, Joseph Lucas; appuyé aux sacs Josick Stéphan.



Un canon de 37, récupéré, de nouvelles barricades fournies par Gloaguen, le marchand de vin de Croas-Talud, complètent le système défensif de la barricade. François Hubert, gendarme en retraite, a rejoint son poste de combat. Il a remis son uniforme pour la circonstance.



Bernard Allaire, dit "Le Bouc", surveillant de la "Todt", a coiffé un casque allemand pris à la "Gast". Il fait pointer le 37. On reconnaît, en outre, Joseph Lucas entre deux barricades, à gauche. Debout, derrière la dernière barricade à droite, Charles Guillou, un calot sur la tête. Les volets des maisons sont fermés par précaution.

connais bien, c'est Joseph Guillou. Il ne me répond pas et continue son chemin en me faisant un léger signe de la main. Quand nos regards se sont croisés, nous y avons lu la même angoisse, la même crainte, celle que l'on ressent, sans arme, devant un ennemi prêt à tout. A cinquante ans de distance, je retrouve encore ce regard que nous avons échangé, un bref instant, sous le soleil d'août, juste avant les combats qui allaient nous enlever combien d'amis !

Joseph s'en va vers Laëz-ar-Vorc'h. Je le suis à bonne distance, car je dois retrouver chez ma grand-mère, au 116 de la rue Laënnec,

les cousins et les cousines de la fiancée de mon oncle qui doivent venir de Concarneau à bicyclette. Ils arrivent vers 13 heures. Ils sont six. Ils rangent leurs vélos, dans la cour, derrière la maison, puis, emmenant ma grand-mère qu'on ne veut pas laisser seule, nous rejoignons ensemble la maison de mes parents où attend le repas préparé par ma mère. On sent dans l'air cette agitation, cette tension qui annoncent les graves événements. Deux des cousins "cyclistes" sont des F.T.P. de Concarneau. Ils sont inquiets et voudraient bien savoir ce qui se passe autour de Ploaré... Il est 15 heures.



Les Allemands de Ploaré ont refusé de se rendre et les Résistants s'affairent autour de la barricade. On reconnaît Joseph Lucas penché en avant, André Géomay en chemise blanche, Josick Stéphan et, allongé au sol, Pierre Le Corre.

Pendant que ces jeunes gens et quelques gamins remplissent les sacs de sable, le chef de la brigade de Douarnenez donne ses instructions, sur les dispositions à prendre, au gendarme Riou, invisible sur la photo.

Le lendemain, 5 août, à 11 h 05, Pierre Riou trouvait la mort à Kerharo, en s'opposant au retour des Allemands venant de la route de Pouldergat. Il avait quarante-deux ans. Son jeune collègue, le gendarme Jean-Pierre Riouall, vingt-quatre ans, est tué à 12 h 30, en se repliant sur Kermarron.

Au cours du même accrochage, le maçon Eugène Lucas, mortellement blessé, décédait à 12 heures à l'hôpital, rue Monte-au-Ciel, où on avait réussi à le transporter.

L'attaque du groupe scolaire Laënnec

Soudain des cris et des coups de feu éclatent.

Un petit groupe essaie d'impressionner la garnison de l'école en tirant à l'arme légère, protégé par le coin de l'église. Il est 15 heures. Des hommes arrivent en renfort avec des armes lourdes. Marcel Louboutin et Pierre Saliou montent une mitrailleuse au deuxième étage du clocher et la braquent vers le groupe scolaire, tirant immédiatement de longues rafales qui surprennent les Allemands. Ils ripostent aussitôt. Des éclats du granit séculaire de la tour volent de tous côtés, quelques balles se fichent dans la pierre. Aujourd'hui encore, on peut les voir, vestiges dérisoires et rouillés.

La place Michel Le Nobletz (maintenant Paul-Stéphan) entre l'église et l'école, reste cependant un glacis infranchissable. Il faut trouver rapidement un autre terrain d'accès pour approcher les défenses ennemies et tenter de les réduire. Très vite, un plan est élaboré. La maison située au 76 de la rue Laënnec permet un passage relativement aisé qui, une fois la route franchie, donne sur le jardin du presbytère. Ses hauts murs, couverts de lierre, se dressaient à quelques mètres des retranchements allemands. Ils sont un rempart idéal pour tenir, sous le feu croisé des armes, les soldats rassemblés dans les bâtiments scolaires.

Aussitôt le plan est mis à exécution. Les armes, les munitions, les hommes transitent par le jardin et la cour de la maison, à l'abri des regards des tireurs allemands. Invisibles pour eux, les F.F.I. approchent sans bruit, franchissant les muretins, enjambant les murets, piétinant les fuchsias...

Tout le monde s'y met, hissant et tirant les lourdes caisses de munitions récupérées le matin même. Le jardin du presbytère, si calme d'ordinaire avec ses rangées de groseilliers bien taillés, est pris de fièvre. Par dessus le grand mur, les F.F.I. ajustent leurs premiers tirs auxquels les Allemands donnent aussitôt la réplique. Le combat est cette fois totalement engagé.

Des gens, surpris dans la rue par les affrontements, ont suivi les mouvements des F.F.I. et se retrouvent réfugiés au 76, rue Laënnec. C'est là que nous habitons, avec mes parents.

Chacun attend une accalmie, tout le monde est anxieux, inquiet... La bataille est sévère si l'on en juge par les coups de feu échangés. La mitrailleuse du clocher crépite par intervalles. Elle a fait des dégâts, plusieurs morts parmi les Allemands, mais aussi un cheval, derrière lequel s'abrite des rafales un soldat qui ne peut esquisser aucun mouvement de repli.

Premiers morts

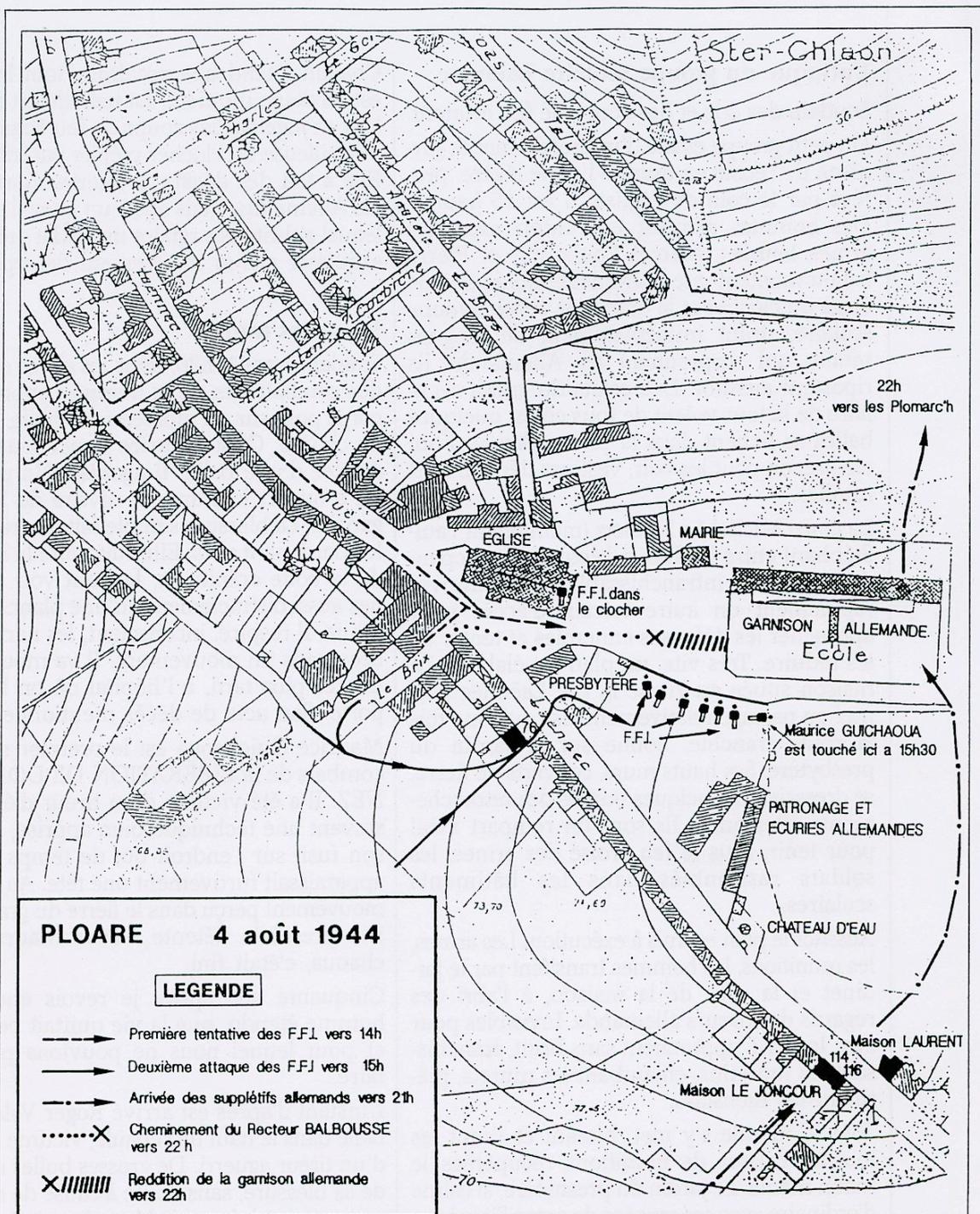
Soudain, vers 15h30, dans les allées et venues des combattants, deux hommes apportent un corps posé sur un morceau d'échelle, en guise de civière. C'est Maurice Guichaoua, la tête éclatée d'une balle. Il agonise. Un projectile lui a ouvert le crâne au niveau de la tempe gauche. La blessure semble faite au rasoir tant les bords sont nets. Elle suit toute la longueur de la boîte crânienne, laissant voir les organes aussi distinctement qu'une planche d'anatomie. Il respire, inconscient, les narines pincées, sans un mouvement. Il va mourir, trois heures plus tard, à l'hôpital où on l'a transporté. Son acte de décès mentionne 18h30.

Maurice Guichaoua est le premier mort des combats de la LIBÉRATION DE DOUARNE-NEZ. Il a été victime d'un tireur d'élite, qui, suivant une technique bien apprise, a pointé son fusil sur l'endroit où, de temps à autre, apparaissait furtivement une tête. Au premier mouvement perçu dans le lierre du grand mur, il a pressé la détente... Pour Maurice Guichaoua, c'était fini.

Cinquante ans après, je revois encore cet homme étendu, que la vie quittait peu à peu et pour lequel nous ne pouvions plus rien faire...

L'instant d'après est arrivé Roger Volant, une balle dans le haut de l'épaule, victime lui aussi d'un tireur aguerri. De grosses bulles sortaient de sa blessure, sans doute à cause de son poumon atteint lui aussi. Ma mère s'est empressée autour de lui, l'a aidé à s'allonger sur un lit avant qu'on l'emporte. Il y avait du sang partout maintenant, sur les draps, sur le plancher, dans les escaliers. Ma mère s'occupait de tous, réconfortait les uns et les autres, encourageait chacun, malgré la peur qu'elle ressentait comme nous. Roger Volant perdra un bras malgré tous les efforts des chirurgiens.

Mon père et moi, nous sommes montés dans



la mansarde. Par la fenêtre nous découvrons très bien les cours de l'école. Un officier va de l'une à l'autre, persuadé d'être à l'abri des regards. On le reconnaît aisément, c'est l'Oberleutnant Hagen. "D'ici il ferait une cible idéale, dit mon père, si seulement nous avions un fusil..." Ce manque d'armes finira par nous coûter cher, face à un ennemi suréquipé et de plus

parfaitement entraîné.

Avec nous combattent pourtant des prisonniers étrangers évadés : deux soldats soviétiques, Victor, marin-pêcheur de Mourmansk, et Alexis, coiffeur à Leningrad. Ce sont deux soldats extraordinaires, discrets, intrépides, efficaces.

Nous avons aussi un "déserteur" autrichien,

enrôlé de force dans la Wehrmacht. Le canon de 37 des F.F.I. pose des problèmes de manœuvres. L'Autrichien fait une brillante démonstration à partir de la place de l'Église et tire sur l'école Laënnec. Ce sera la dernière fois. Alors qu'il regarde par dessus le blindage, un tireur embusqué l'abat d'une seule balle. Il était venu ici, loin de chez lui, mourir pour la Liberté.

Mais les combats continuent autour de l'école. Pierrot Bourdon, blessé au bras, passe en courant. Je lui indique rapidement l'endroit où il pourra être soigné et je l'accompagne derrière la ferme de Pierrick Flochlay.

La courage du recteur Yves Balbousse

Vers le soir, la bataille reste indécise et le recteur de Ploaré, Yves Balbousse, tente, avec un drap blanc, courageusement de parlementer avec les Allemands, toujours retranchés dans l'école.

Il s'avance seul. Nous sommes restés derrière lui au coin de la rue Aviateur-Le Brix, au coin de "Mar'ched an Haü", comme on disait alors. Je le vois encore marchant d'un pas assuré, dans sa soutane noire, portant au bout d'un manche en guise de drapeau, une serviette blanche nouée.

Quelqu'un a murmuré : *"Il va se faire tuer..."*

Personne n'a répondu. Nous vivions des moments d'angoisse terrible. A chaque instant un coup de feu pouvait claquer et abattre le recteur... Il avançait toujours, levant haut son dérisoire morceau d'étoffe blanche sous lequel il avait placé sa protection. Chacun savait qu'il priait en marchant, qu'il invoquait la Vierge dont il parlait souvent. Je crois que nous priions tous avec lui, instinctivement. Un pas, encore un pas, encore un autre. Il ne se passait toujours rien et cette silhouette noire solitaire continuait d'avancer sur le glacis désert où la mort rôdait depuis le matin.

La démarche, en ces temps meurtriers, aurait pu paraître dérisoire et s'écrouler à la première salve. Elle touchait au sublime dans la faiblesse apparente de l'homme seul devant un groupe déterminé et dangereux. Mais il faut croire que la force était du côté du courage et de l'amour du prochain pour lequel notre recteur marchait sur la place, à la pointe des fusils.

Il a traversé l'espace où volontairement, il a servi de cible, puis il est remonté vers l'école,

toujours du même pas, calme et mesuré. Un soldat est alors venu à sa rencontre. Il ont parlé un instant sous la serviette blanche que tenait toujours dressée le recteur de Ploaré.

La tentative de médiation a réussi et les Allemands se rendent vers 22 heures. Désarmés, ils descendent sans ordre et sans escorte par la rue Laënnec pour se rendre dans les locaux de la "Gast", près de l'église du Sacré-Cœur.

Le massacre inutile

Mais, sans que nous le sachions, une partie d'entre eux, avec les Ukrainiens, a réussi à gagner les casemates des Plomarc'h.

Dans le soir qui tombe, Ploaré prend un air de fête, Ploaré est libéré, la Résistance veille sur la ville.

Mais une bien cruelle nouvelle allait ternir notre joie.

Vers 21 heures, quelques instants avant la reddition allemande, un drame sanglant avait coûté la vie à deux vieux hommes. Dans des mouvements que personne ne pouvait contrôler, des troupes supplétives allaient et venaient, à la recherche de leurs points de regroupement suivant les consignes qu'elles avaient reçues. Progressant avec précaution, avançant champ après champ, les soldats étaient parvenus aux premières habitations au sud de Ploaré, au lieu-dit "Laez-ar-Vorc'h".

Avançant maison par maison, ils découvrent soudain six bicyclettes dans la cour de la grand-mère. Persuadés d'être tombés sur un groupe armé de F.F.I., ils décident de procéder au nettoyage du secteur. Ils balancent des grenades dans les couloirs, pénètrent chez Joseph Le Joncour, au 114, rue Laënnec. Jos est déjà couché, il est neuf heures du soir, il a soixante-sept ans. Une rafale de mitraillette met fin à ses jours, il n'a pas eu le temps de se lever.

Les brutes traversent alors la rue et blesse chez lui, à la grenade, Joseph Laurent, dans sa cuisine. Il réussit à se traîner dans son jardin. C'est là qu'on retrouvera son corps ensanglanté. Il avait soixante-sept ans et vivait paisiblement sa retraite...

Nous n'étions pas au bout de nos peines et le lendemain allait nous apporter encore son lot de larmes et de deuils.

La nuit du 4 août 1944

La nuit de l'embuscade

Dans la nuit du 4 au 5 août, une colonne allemande arrive à Pouldavid par la route d'Audierne. Il est 1h30 du matin, lorsque quatre Résistants entendent s'approcher le piétinement d'une troupe. C'est, pensent-ils, le convoi qu'on leur a signalé et qui doit traverser Douarnenez pour rejoindre la position fortifiée du Ménez-Hom.

La lune est claire et, à l'ombre d'une maison, en face de la mairie de Pouldavid, nos quatre hommes attendent. Ils sont armés d'une mitraillette, de quatre revolvers et de grenades. Il y a là : René Le Gouill, Marcel Florc'h, André Leryennat et Jacques Lozachmeur.

Des voix se rapprochent et, dans le calme de la nuit, ils entendent parler breton ! Ce ne sont donc pas des Allemands, comme ils le croyaient, mais sans doute des renforts qui viennent de Pont-Croix. Les quatre hommes quittent alors leur embuscade et, tout de suite, comprennent leur méprise : les Allemands font marcher devant eux des paysans qu'ils emmènent en otages, pour conduire les charrettes réquisitionnées.

Sans perdre de temps, les quatre jeunes

Résistants dégoupillent leurs grenades et les lancent sur le groupe d'Allemands, surpris. Puis, tournant les talons, ils s'enfuient par la route de Pouldergat et grimpent quatre à quatre les marches de l'étroite venelle Duguesclin.

Du côté allemand, c'est la confusion générale. On relève un mort et plusieurs blessés...

Rapidement ressaisi, l'ensemble du convoi reprend la route, pour s'arrêter dans la nuit finissante à Ploaré.

Il n'y restera pas longtemps et continue sa progression sans s'apercevoir que du haut du clocher des yeux anxieux les guettent, impuissants, dans le jour qui se lève, à couper la route à une troupe trop nombreuse, qui circule en colonne par un, de chaque côté de la rue, le doigt sur la détente de leurs armes.

Quant à la mitrailleuse du clocher, elle reste silencieuse, par prudence sans doute, mais aussi parce que braquée vers l'école elle ne peut être pointée vers la rue Laënnec qui forme d'ailleurs un angle mort.

Samedi 5 août 1944 : six heures du matin

La journée des confusions

Réveillés par un piétinement de troupe en marche, mon père et moi nous nous levons. A travers les persiennes, dans le petit jour, mon père me dit : "*Les Américains !*"

Il s'apprête à ouvrir pour leur souhaiter la bienvenue. Il a défilé dans la 5^e Avenue, à New York, en 1918 avec la Marine française !

Je l'arrête : "*Attends ! Attends ! ce sont les Boches.*"

Je crois que j'ai sauvé nos vies ce matin-là, parce que j'avais de bons yeux... Peu à peu

le jour se lève.

Il n'y aura pas de mariage aujourd'hui, vraisemblablement. La colonne allemande disparaît en direction de Quimper.

Un peu plus tard, un autre groupe d'Allemands tente de s'emparer du clocher. Il est repoussé; deux morts : un à la balle, l'autre au couteau.

Pendant ce temps, un groupe venant du Juch, commandé par Max (André Pellen) du groupe Marceau, "*nettoie*" les Plomarc'h et tente de remonter vers Ploaré, puis se dirige vers le

centre-ville et gagne le carrefour de la Croix. Vers 7h30, sept camions allemands, qui ont réussi à gagner la rue Jean-Jaurès, sont pris à parti au canon de 37 et au fusil-mitrailleur. L'un d'entre eux, touché, brûle, et ses occupants sont faits prisonniers. Les autres continuent leur route pour rejoindre Ploaré.

Quelques heures plus tard, des Allemands sont signalés faisant mouvement dans la hêtraie des Plomarc'h. Dans l'engagement qui s'en suit, Eugène Glcaguen est tué, Paul Chancerelle grièvement blessé. Il est dix heures.

Les Allemands progressent par bonds, protégeant leur avance par des tirs de mortiers. La patrouille de Le Doaré est alors dépêchée sur le port d'où les tirs de son fusil-mitrailleur fauchent les Allemands sous les grands hêtres. Ils se replient à la hâte devant une attaque qu'ils n'avaient pas prévue.

L'après-midi, des bruits alarmants circulent

sur le retour des Allemands. Par la lucarne du grenier, je vois une longue colonne d'Allemands qui descend la route de Pouldergat. Je reste quelques secondes anéanti et je crois que cette fois nous allons tous mourir.

Les représailles seront terribles.

Les F.F.I. tentent d'arrêter la colonne à Pouldavid. Eugène Lucas est tué : il était chez moi la veille; j'avais remarqué le colt à barillet qu'il portait. Il avait bu quelque chose avec nous, car il faisait soif. Maintenant il était mort, ainsi que les gendarmes Riou et Riouall.

On entend le roulement des armes.

Je sors juste à temps pour voir un bombardier américain attaqué par deux chasseurs allemands... Le bombardier fait une brutale abattée et j'aperçois des corolles de parachutes qui s'ouvrent.

Une partie de l'équipage, au moins, est sauvée. Le "Lancaster" s'abîme dans la mer.



Les mariés de la Libération.

Marie-Louise Mallet et Eugène Deudé se marient en l'église de Ploaré, le 5 août 1944. Brève cérémonie présidée par le recteur Yves Balbousse et en présence uniquement de Jeanne Hascoët, mère du marié.

Aucun rassemblement de plus de trois personnes n'est autorisé.

La photo de mariage ne pourra être réalisée que dix jours plus tard par l'atelier "Photo Breton", rue Louis-Pasteur.

Dimanche 6 août 1944

Le temps des représailles

Les Allemands sont revenus et ils occupent à nouveau Ploaré, délaissant le centre-ville où, dans les cafés, on se raconte les exploits de la veille.

Personne ne se doute des drames qui se préparent, car l'énervement de la troupe allemande est à son paroxysme. Ils ont libéré leurs prisonniers, récupérés leurs blessés, enterrés leurs morts et la peur les tenaille. Chaque passant est un ennemi potentiel et sournois, disent-ils entre eux.

Les Allemands sont revenus en force et occupent à nouveau l'école Laënnec avec armes et bagages.

Ils occupent aussi le clocher.

La journée du 6 août va se terminer dans la tristesse, l'angoisse et le deuil.

La veille, seule ma grand-mère avait eu le droit d'accompagner les deux fiancés à l'église sous la surveillance des soldats casqués et bottés.

C'était pourtant notre manière à nous de ne pas céder, de conserver notre dignité et notre espoir dans l'avenir, même sous les pires menaces.

Mais c'était quand même une noce. Et il n'y a pas de noces sans "frikou".

Pas question de se rendre tous au restaurant comme prévu de longue date. On nous charge, mon frère et moi, de récupérer quelques miettes du repas à l'hôtel des Voyageurs, le dimanche matin 6 août.

A Douarnenez, pas un Allemand, ils sont tous retranchés à Ploaré, zone occupée.

Il faut bien y remonter avec nos paniers et quelques maigres victuailles, en choisissant notre itinéraire pour ne pas être dans l'angle de tir des veilleurs du clocher.

Nous arrivons derrière la ferme des Quinieu quand une arme lourde se met à tirer. Plongeon dans les pommes de terre où nous trouvons, avec surprise, Jos Guillerm, un de mes oncles, aplati là depuis un moment. Silence.

Ce n'était pas pour nous. Debout, on repart... Des ordres criés, en français, nous tombent dessus et nous obligent à marcher à découvert.

Nous comprenons pour qui était la rafale de tout à l'heure. Un cadavre est là dans le caniveau, contre le pignon du presbytère dont le crépis est éclaboussé de sang. J'ai un mouvement pour aller voir qui c'est. Mon frère me retient par la manche en disant : "N'y va pas, ils vont nous tirer dessus."

Il m'a, cette fois, sans doute sauvé la vie.

Je ne saurai que plus tard que le garçon qui est là c'est Lulu Jannin, un de mes meilleurs copains, réfugié du Nord, dix-sept ans. Je ne l'ai pas reconnu. Ma mère non plus. Elle disait : "Je crois que c'est Jojo Blaise, ton cousin." Ils étaient blonds, en effet, tous les deux.

Nous apprenons que, pendant que nous remontions vers Ploaré, mon frère et moi, en passant par l'ouest, les Allemands ont mis le feu dans un groupe de maison de Pen-ar-C'hoat.

Circulant avec l'ambulance de l'hôpital pour transporter leurs blessés, ils ont essuyé un coup de feu, tiré d'une fenêtre. La riposte est brutale : François Trellu, dix-huit ans, est abattu chez lui et jeté dans le ruisseau.

Un obus de mortier tiré contre la façade d'un immeuble tue François Le Friant, seize ans, et emporte l'une des jambes de sa mère.

La fumée monte sous les yeux des gens qui ont dû tout abandonner aux flammes et que les soldats menacent de fusiller.

Les Allemands s'en vont...

A Ploaré, la garnison détient en otages une vingtaine de personnes, dont les maires de quelques communes.

Ils menacent de les fusiller tous par mesure de répression. Un avis est diffusé à la population.

Tout à coup surgit un officier américain por-

teur d'un ordre enjoignant aux Allemands de relâcher tous les otages sous peine de subir eux-mêmes la loi du talion.

Les otages sont libérés, mais l'officier américain est retenu prisonnier.

Le malheur c'est qu'il s'agit d'un faux Américain en la personne de Henri Gane, directeur du cinéma Rex, résistant, et qui a joué cette comédie pour sauver la vie des otages.

Il s'en tirera lui aussi.

Dans l'après-midi, les Allemands nous contraignent à évacuer nos maisons et tout Ploaré s'en va à pied vers la campagne proche. Ma famille et moi nous arrêtons à Kersigon, chez Thérèse notre fermière.

Nous sommes là, plusieurs dizaines, réfugiés à notre tour et toujours avec nos paniers, mon frère et moi. Nous invitons tout le monde à la noce, sur l'herbe, sous un arbre.

La nuit se passe dans la paille de la grange.



La mort des deux frères Le Friant jette la consternation dans le quartier de Pen-ar-C'hoat. Leur mère, Alice, gravement blessée, devra être amputée d'une jambe, le 6 août 1944.

Lundi 7 août 1944

Le temps de l'expectative

Que se passe-t-il à Ploaré ? Nous ne le savons guère. Il y a partout, dans les fermes que nous visitons, mon frère et moi, des Ploaristes comme nous, parmi lesquels des combattants des jours précédents. Je retrouve Pierre Saliou qui avait réussi à quitter le clocher à temps.

Les Allemands, nous le saurons plus tard, organisent leur retraite, s'emparant des chevaux, des véhicules, prenant des otages.

Dans l'après-midi arrivent à Kersigon, trois F.F.I. qui, ayant échappé aux combats de rues, cherchent à regagner le Maquis du Juch. Il y a là un Parisien avec Dédé Sylvestre et Yves Pensec dit "Le Frisé". Ils sont égarés et cherchent un guide. Je me propose et les emmène par des chemins que je connais bien, après avoir promis à ma mère, inquiète, de revenir très vite. Je suis de retour avant le soir, mes compagnons ayant reconnu après quelques kilomètres des paysages familiers.

Mardi 8 août 1944

Le jour de la Libération

On s'était levé de bonne heure ce matin-là. La cour de la ferme était très calme et le beau temps persistait. Au cours de la nuit, une forte explosion, amortie par la distance, nous avait fait sursauter. Elle venait de la direction de Ploaré et chacun pensait, dans le jour qui se levait, que le bourg ne devait plus être qu'un amas de ruines et que nous ne retrouverions plus nos maisons. Ma mère nous montra le peu d'argent qu'elle avait emporté, se demandant bien ce que nous allions devenir, sans ressources et sans abri. Dans ces moments, où tant de faits hostiles s'accumulent, la tendance est souvent de noircir encore l'avenir et l'esprit imagine avec inquiétude le sort qui sera le nôtre, demain.

Dans la journée le bruit court de ferme en ferme que les Allemands sont partis. Prudemment, par petits groupes, les Ploaristes reviennent chez eux à travers la campagne. Le village semble intact et après les premières investigations, à part quelques carreaux cassés, seule l'école Laënnec semble avoir quelque peu souffert. Un énorme cratère, au milieu de la cour, nous donne l'explication de la déflagration entendue la nuit précédente. Avant de partir définitivement, la troupe a fait sauter un stock de munitions. Toutes les vitres du groupe scolaire ont volé en éclats, le toit du préau est en partie arraché... Les vitraux de l'abside de l'église sont réduits en miettes.

La fin de l'occupation

Mais des Allemands plus de traces... Ils cherchent par tous les moyens à fuir où à se retrancher dans les postes fortifiés qu'ils ont construits un peu partout en quatre années d'occupation.

Les F.F.I. de Douarnenez contribueront à les déloger des hauteurs du Ménez-Hom, de la presqu'île de Crozon, de la côte de Beuzec, à Lesven où se déroulèrent des combats meurtriers. Et le 26 août 1944, une terrible méprise de la chasse américaine causera la perte de six jeunes hommes de chez nous. Quelques jours plus tard, une autre méprise allait coûter la vie à cinquante hommes dans la presqu'île, parmi lesquels le capitaine F.F.I. Pierre Plouhinec. Avec Pierre Plouhinec disparaissent, victimes de la même méprise, Henri Kervarec et Raymond Landrein. Leurs noms viendront s'ajouter aux victimes de Len-a-Voa en Poullan : André Trévidic, Emile Le Corre, Hervé Kergoat, Corentin Pérennes, Marcel Le Coz, Pierre Guénadou...

Il faudra attendre le 19 septembre pour obte-

nir la reddition de Lezongar en Esquibien et pouvoir assurer enfin qu'il n'y avait plus un Allemand en liberté dans la région de Douarnenez-Le Cap.

Bien des années plus tard, évoquant les jours de combat, Daniel Trelu, lieutenant-colonel, Chevalier dans la Résistance, dira, au pied du Ménez-Hom :

"Bien sûr, cette lutte sourde de quatre années, ces combats sanglants des dernières semaines nous ont coûté des vies, à la fois de combattants tombés en héros, et de victimes sans défense, tombées en martyrs. Mais sans la Résistance, la Bretagne eût été réduite en champs de ruines sous les bombardements. Chacun de nos morts, héros et martyrs, a donc sauvé des centaines d'autres vies. Que cette vérité soit très fort proclamée."

C'est l'hommage que nous voulons rendre aujourd'hui dans ces pages douarnenistes à ces hommes, à ces femmes, à ces jeunes gens qui pouvaient "affronter la mort en ayant donné un sens à leur vie."



C'est la fin de l'occupation. Enfin, on pavoise sur les quais du Rosmeur.

Copie

Floaré, le 27 octobre 1944.

Je soussignée, Mme Vve PHILIPPE Antoine, née CARN Jeanne, domiciliée 73 rue Laënnec en Floaré, déclare par les présentes, que le 4 août 1944, à 21 heures, alors que se déroulait un engagement entre F.F.I. et allemands cantonnés au Groupe scolaire de Floaré, des militaires, présumés russes, faisant partie d'un détachement installé à Fouldergat et venant renforcer la C^m du Groupe scolaire, ont fait irruption dans l'immeuble de Monsieur LAURENT Joseph, âgé de 67 ans, et dont l'immeuble est contigu au mien, et, sans raison, ont lancé une grenade dans la cuisine de ce dernier le blessant mortellement. Monsieur LAURENT a eu le courage de se trainer dans son jardin et est tombé mort dans le passage qui sépare nos deux propriétés. Avant de mourir il m'a appelé à son secours, mais comme ces ~~trouvaient~~ ^{trouvaient} se trouvaient encore là je n'ai pas cru devoir aller de - vent une mort certaine, ceux-ci massacrant tout sur leur passage.

En foi de quoi, je fais la présente déclaration pour servir, le cas échéant, à châtier les auteurs de ce meurtre.

De Philippe

*Vu: En Mairie de Floaré
le 27 octobre 1944.
Le Président de la juridiction spéciale.*



J. Querné

Floaré, le 26 octobre 1944.

Je soussignée, Mme Vve QUEMENER Hervé née LE JONCOUR Marie-Anne, domiciliée 116 rue Laënnec à Floaré, déclare par les présentes, que le 4 août 1944, à 21 heures, alors que se déroulait un engagement entre P.F.I. et allemands cantonnés au Groupe scolaire de Floaré, des militaires, présumés russes, faisant partie d'un détachement installé à Pouldergat et venant renforcer la C^e du Groupe scolaire, ont pénétré dans la maison de mon frère, Monsieur LE JONCOUR Joseph, âgé de 67 ans, et dont l'immeuble est contigu au mien, et sans raison l'ont sauvagement assassiné d'une rafale de mitrailleuse.

En foi de quoi, je fais la présente déclaration en vue, le cas échéant, de châtier les coupables de ce crime,

Mme Vve Quemener

Vu: In Maire de Floaré
le 26 octobre 1944,
Le Procureur de la Jurisdiction Spéciale.



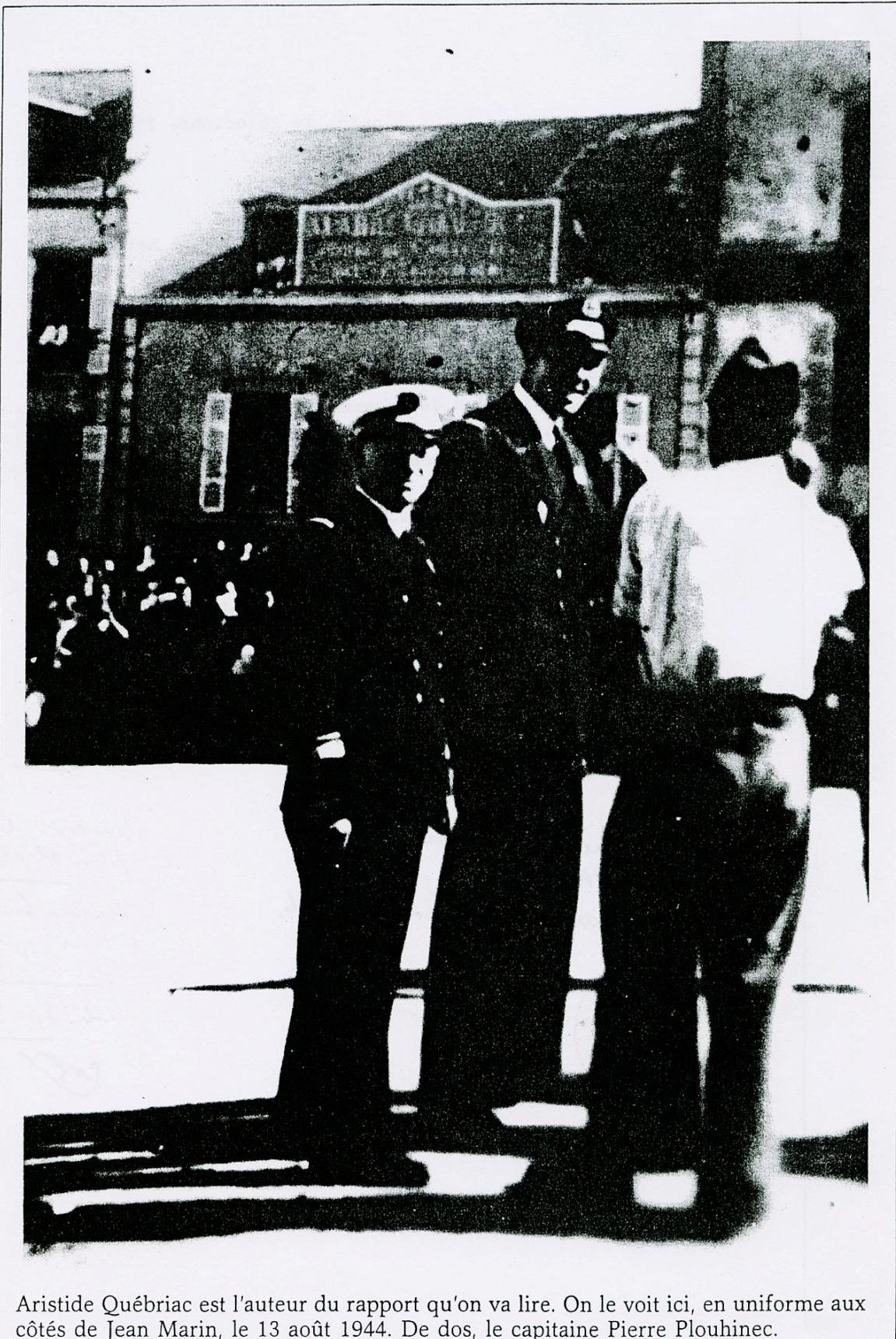
Jean Quemener

*Jean M. Quemener
Procureur*

M. Quemener

le 26 10 1944

Bozany



Aristide Québriac est l'auteur du rapport qu'on va lire. On le voit ici, en uniforme aux côtés de Jean Marin, le 13 août 1944. De dos, le capitaine Pierre Plouhinec.

LE "RAPPORT QUÉBRIAC"

AVANT-PROPOS

On vient de lire le témoignage d'un adolescent de seize ans, impliqué dans les événements du début août 1944 par la force des choses, et plus particulièrement par la disposition des lieux de combat autour du groupe scolaire Laënnec à Ploaré.

Ce récit de la mémoire, auquel s'ajoutent des récits lus ou entendus pour compléter la chronologie, est rédigé cinquante ans après par un témoin très jeune à l'époque des faits. Il n'était, de surcroît, situé à aucun niveau d'engagement ou de responsabilité. Il avait simplement pour lui sa conscience de se sentir profondément Français et patriote, et le désir de chasser par tous les moyens les Allemands de son village natal.

Il va de soi que ce témoignage, forcément incomplet, nécessitait d'être prolongé par un rapport officiel, rédigé par un homme qui, à l'époque, occupait les fonctions d'administrateur de l'Inscription maritime, Aristide Québriac, "chef d'arrondissement des F.F.I.", un niveau de responsabilité important que l'on mesurera dans ces pages. Ce rapport n'est pas un simple compte-rendu des faits, sur les détails desquels, par ailleurs, se sont glissées quelques erreurs.

Mais c'est de peu d'importance... Son intérêt essentiel réside dans des essais d'analyse qui parsèment le récit deci, delà. Quelques réflexions amères sont le reflet des grandes difficultés des combats de toute libération, lorsqu'il faut passer de l'action clandestine à la lutte armée ouverte contre l'occupant, et la coordonner.

Certains jugements portés dans ce rapport sur les personnes, l'état d'esprit, les situations, sont écrits à l'emporte-pièce. Ils sont rédigés à chaud sur un événement historique dont le cours n'a pas évolué comme l'aurait souhaité le commandant Québriac, qui avait mis au point, semble-t-il, un plan qui n'a pas pu fonctionner.

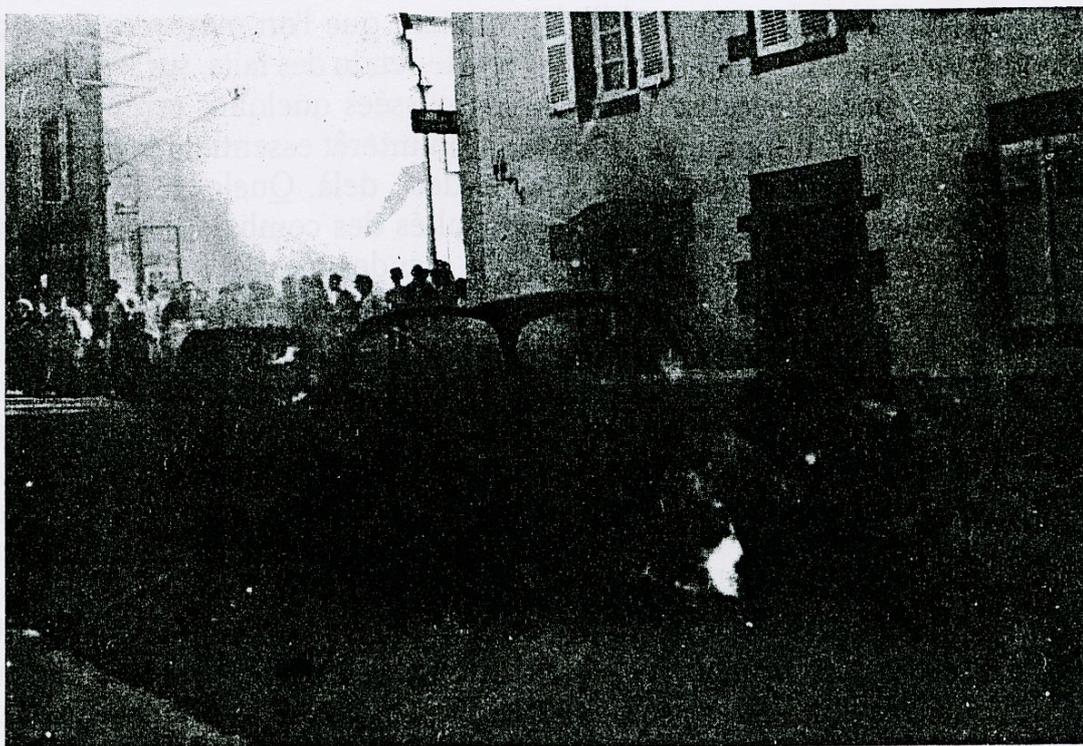
Probablement à partir d'une situation fortuite qu'il décrit lui-même : son absence de Douarnenez, le matin du 4 août. Il ne rentre que le soir vers 20 h 30, revenant d'une entrevue au Q.G. du colonel Berthaud...

A petite cause, grands effets... Mais qui pouvait prévoir les pulsions populaires qu'allaient susciter une fausse nouvelle du genre :

"Les Américains sont à Quimper !..."

On lira donc avec intérêt le rapport qui suit, car il a valeur historique. Tous les récits qui ont été publiés par la suite sur la LIBÉRATION DE DOUARNENEZ se sont inspirés de ces lignes, considérées comme la référence en la matière. Souvent expurgées de considérations trop abruptes et de remarques trop personnalisées, nous avons tenu à les faire paraître dans leur intégralité en ce qui concerne la période du 4 au 8 août 1944.

Avec le recul du temps, à cinquante ans de distance, on peut encore, malgré tout, réfléchir à propos de ce texte sur la fragilité des témoignages humains et sur les essais d'analyse des comportements des groupes dans une période troublée. Il serait, sans doute, vain de croire qu'un seul témoignage puisse rester l'unique source pour traiter, dans son ensemble, d'un événement historique. Et la période de la LIBÉRATION est trop complexe pour ne pas fonder le récit de son déroulement sur des témoignages multiples.



Deux véhicules allemands brûlent, au coin de la rue Jean-Jaurès et de la rue Berthelot, le 4 août 1944, attaqués à la grenade par les F.F.I.

Le temps des combats

Chronologie et analyse de la Libération de Douarnenez

4 AOÛT 1944

14 h : Grande animation en ville. La rumeur publique annonce l'arrivée des Américains à Quimperlé et même à Quimper. Pavoisement aux couleurs nationales et alliées.

14 h 15 : M. Hernandez, chef-adjoint de la 1^{re} compagnie, agissant sur son initiative toute personnelle, se présente à la "Gast" et, après avoir expliqué aux Allemands l'effervescence régnant en ville, obtient l'accord de principe sur la reddition de ce service de police douanière qui, sur le plan militaire, ne peut être qualifié de combattant.

Toutefois, le chef de la "Gast" demande une pièce officielle pour savoir à qui il remettra ses armes.

Hernandez se retire pour établir cette pièce et, devant l'agitation de la foule, il décide d'aller s'entretenir avec le commandant allemand de la place qui se trouve à la caserne de Ploaré.

15 h : Pendant ce temps, Roger Ducret, chef-adjoint du groupe F.T.P.F. qui avait gardé son indépendance, contrairement à l'accord conclu fin juillet sur le plan départemental, agissant lui aussi sur son initiative personnelle, se présente à son tour à la "Gast" et obtient, sans difficulté, la reddition de ce service (soixante prisonniers ramassés dans la salle du patronage), la remise des armes : une mitrailleuse, deux fusils-mitrailleurs, une cinquantaine de vieux fusils et des grenades ancien modèle.

Toutes ces armes sont distribuées à tort et à travers à la population : hommes, femmes, enfants et bientôt il règne un désordre suivi d'un pillage organisé de l'immeuble.

Immédiatement, les éléments de la réserve des F.F.I. (qui n'avaient pas rejoint le Maquis) sont arrivés à la "Gast" et, sous le commandement du lieutenant aviateur Chancerelle (ex. Le Gall), ils obtiennent une petite part

dans la distribution des armes.

16 h : Les troupes allemandes combattantes, cantonnées à la "Kommandantur" de Ploaré, descendent vers Douarnenez dans le but de faire enlever les drapeaux, faire rentrer la population et, si possible, reconquérir la "Gast".

Hernandez veut parlementer avec le commandant de la place, mais n'obtient aucun succès. Plus même, il se fait vertement remballer.

Les Allemands continuent d'avancer en formation. Des coups de feu partent et le combat se trouve brusquement engagé en plein centre de la ville.

Les deux F.-M. pris à la "Gast" sont posés place de la Croix par Mens, Volant, Pierre Roland et Le Tellier. Ils prennent la rue Jean-Jaurès d'enfilade et forcent les Allemands à se replier. Deux voitures allemandes sont attaquées à la grenade et immédiatement incendiées. Le clocher de Ploaré est occupé par les F.F.I. et une mitrailleuse y est mise en batterie.

La Résistance paraît s'organiser peu à peu sans qu'il soit fait de distinction entre les divers mouvements, et sans qu'aucun commandement unique soit réalisé.

J'étais en effet absent de Douarnenez, étant parti le matin de bonne heure pour m'enquérir des forces ennemies dans les environs, visiter les Maquis et me rendre à Quimper, au P.C. du colonel Berthaud pour y prendre les dernières instructions de Londres, conformément au message du jour précédent.

Je quittai votre P.C. (Québriac s'adresse audit colonel) à 17 h 30, après avoir appris par Micheline que les formations américaines avaient à peine dépassé Rennes.

Ce renseignement était de source sûre et votre adjointe me précise vos dernières instructions : harceler les convois ennemis sur

les routes, "ne prendre la ville qu'avec la certitude de pouvoir la conserver."

J'arrive à Douarnenez et me trouve devant le fait accompli. Le combat étant des plus violents, je n'ai même pas la possibilité d'entrer dans la ville.

Les Allemands — peu braves — se retiraient dans leur caserne, poursuivis par nos soldats qui combattaient avec acharnement, mais sans ordre et sans discipline. Malgré cela, la "Kommandantur" fut assiégée et un ultimatum, remis au commandant de la place, fut refusé sur le champ, sans même avoir été examiné.

20 h 15 : J'arrive chez moi et aussitôt l'Inscription maritime se transforme en P.C. Le lieutenant aviateur Chancerelle, accompagné du chef-adjoint des F.T.P., vient m'exposer la situation et me demander, vraisemblablement en raison de l'échec de leur tentative, de grouper les divers éléments (il y avait déjà deux morts : un combattant et une femme, et de nombreux blessés).

Ils me font connaître en outre que les Allemands sont fortement retranchés dans la "Kommandantur" et qu'il sera impossible d'obtenir une reddition par les armes, notre armement ne le permettant pas (situation que je connaissais beaucoup mieux qu'eux).

Je n'ai besoin de vous dire que j'étais furieux de ce qui venait de se dérouler et, tout en félicitant ces deux jeunes hommes de leur action spontanée pour "chasser le Boche", je n'ai pas manqué de leur faire des observations très sévères, pour l'insouciance et l'incompréhension totale du métier des armes qu'ils avaient manifestées en s'attaquant sans arme à une troupe organisée et puissamment armée.

Cette façon d'opérer était d'ailleurs en contradiction formelle avec mes instructions générales du 25 avril dernier qui précisaient : "Un déclenchement intempestif des opérations doit être évité à tout prix."

"Il donnerait naissance à de graves inconvénients et pourrait causer un sérieux préjudice, tant aux éléments combattants, insuffisamment armés, qu'aux populations civiles (représailles). Le déclenchement n'aura lieu que sur ordre

supérieur et seulement lorsque nous aurons les moyens matériels d'engager le combat."

D'autre part, l'action engagée détruisait tous mes plans d'attaque de l'extérieur par surprise, si minutieusement préparée depuis des mois et dont la réalisation, tenue secrète, n'était plus qu'une question d'heure.

J'avais l'intention de le faire dans la nuit du lendemain car d'après mes renseignements, les troupes ennemies qui couvraient Douarnenez étaient en instance de départ.

J'ai aussi attiré l'attention de mes visiteurs sur les troupes stationnées autour de Douarnenez (renseignement du matin même), à savoir : 70 à Kervigny (7 km), 75 à Pouldergat (6 km), 400 à Pouldreuzic-Plozévet (16 km), 100 à Plonévez-Porzay (8 km), 100 à Locronan (7 km), tous très armés (sans compter le secteur de Châteaulin) et qui, dans la nuit, auraient certainement renforcé la garnison de Douarnenez, nos effectifs du Maquis — à qui j'avais donné l'ordre de rallier le combat — ne nous permettant pas de former un rideau de couverture en raison de l'insuffisance de leur armement (8 mitraillettes, 4 fusils, 10 revolvers). J'ajoutais que les Américains ne seraient pas à Douarnenez avant un délai assez long (ils y sont arrivés effectivement le 25 août, soit 21 jours après).

Devant ces explications reconnues fondées, mes visiteurs (auxquels s'était joint Charlot Hélias, chef du secteur de Ploaré, mouvement "Libération") s'excusent d'avoir agi un peu vite et de m'avoir, en quelque sorte, démonté de mon commandement. Tous les trois me jurèrent obéissance pleine et entière et insistent pour que j'obtienne un armistice local ou tout au moins une trêve d'armes qui limiterait les dégâts.

21 h : Lorsque j'ai voulu entreprendre cette démarche, j'ai appris que le curé de Ploaré parlementait déjà avec l'autorité allemande, avec l'accord d'autres membres de la Résistance non mandatés. Ceci prouve bien l'indiscipline que je vous signalais, dans mon rapport du 23 juin : "Le tempérament «cabochard» des Douarnenistes se plie mal à la discipline : ils se rallient à la Résistance avec la seule pensée de faire la guerre aux Boches, mais

de la faire à leur façon, c'est-à-dire : quand ils le désirent, où ils le désirent et comme ils le désirent."

Dans ces conditions, je n'avais plus qu'à rejoindre mon P.C. et attendre les résultats.

La seconde requête échoue comme la première et, au cours de la nuit, la section F.T.P., paraissant se désintéresser de la partie militaire, arrête une trentaine de personnes suspectes de collaboration et les enferme dans le même local que les prisonniers de guerre allemands.

Pendant ce temps, mes Maquisards alertés rentrent à Douarnenez. Ceux du bois du Névet obtiennent la reddition de l'île Tristan où quelques Boches restaient isolés tandis que ceux du corps-franc "Marceau" s'attaquent par-ci, par-là aux Boches arrivant de tous côtés — comme je l'avais prévu —. Une section du même corps-franc s'empare de trois camions chargés de quatre tonnes de dynamite destinée à faire sauter le port, ceci très important, et d'autres groupes isolés attaquent les casemates de la côte.

Sur le littoral, à l'ouest de Tréboul, les points de défense allemands sont attaqués et enlevés.

5 AOÛT 1944

5 h 30 : Une cinquantaine de Boches descend de la "Kommandantur" de Ploaré et se rend à Douarnenez. Nos hommes se postent aussitôt dans la rue Jean-Jaurès pour les arrêter.

5 h 45 : Les Boches ouvrent le feu, les nôtres se camouflent dans l'encoignure des portes. L'échange des coups de feu se prolonge jusqu'à 6 h 30.

6 h 30 : Les Boches reculent et se retranchent à la "Kommandantur" et autour des Plomarc'h jusqu'à la mer.

7 h 30 : Un convoi de sept camions allemands, venant de la pointe du Raz, a réussi à pénétrer en ville et remonte la rue Jean-Jaurès. Il est aussitôt pris sous le feu nourri des F.-M. qui neutralisent un véhicule (un tué, quatre prisonniers). Les autres camions filent vers la "Kommandantur" et y appor-

tent de nouveaux renforts.

8 h 30 : Le calme semble être revenu, mais déjà on signale des infiltrations allemandes dans la hêtraie des Plomarc'h, en direction du port. Théo Le Doaré, lieutenant parachuté, chargé de mission par Londres, va au-devant des Boches avec un F.-M. et les rafales fauchent le bois. Les Boches se replient, mais restent derrière un talus d'où ils sont très menaçants.

La fusillade continue de part et d'autre jusqu'à 10 h, mais nos munitions s'épuisent et les Boches, fort nombreux, retranchés et puissamment armés, peuvent nous écraser d'un moment à l'autre. Heureusement, ils nous croient très armés et ils ont peur de nous.

Ils possèdent un petit obusier qui tire en moyenne toutes les cinq minutes (il pourrait le faire plus souvent).

Les effets des projectiles sont terribles et nous comptons déjà huit combattants morts et plus de vingt-cinq blessés.

10 h 05 : Le lieutenant Chancerelle, accompagné du chef du corps-franc "Marceau" (André Pellen, ex. Max), vient me rendre compte de leur situation désespérée. Ils insistent auprès de moi et me supplient de tenter quelque chose auprès du commandant allemand pour arrêter ou suspendre le combat.

Dans l'ensemble, la population locale est du même avis et me fait confiance, sans connaître ma situation exacte du point de vue de la Résistance.

Revêtu de mon uniforme, je me rends aussitôt aux premières lignes et les parcours d'un bout à l'autre. Les balles ennemis sifflent de toutes parts et nous y répondons de façon espacée pour économiser nos dernières cartouches.

La situation n'est vraiment pas brillante et j'estime qu'elle ne fera qu'empirer. Je crains surtout l'arrivée de nouveaux renforts.

Bien qu'il m'en coûtât beaucoup d'adopter une pareille attitude et de chercher à traiter avec un ennemi abhorré, je me résigne néanmoins, en raison des morts dont le nombre ne

pouvait que s'accroître. Mais je ne parlerais qu'en tant que fonctionnaire français ayant la qualité d'un officier, n'engageant que ma fonction normale et laissant intacte celle de chef de la Résistance.

11 h : Muni d'un pavillon blanc, je traverse les lignes de combat et me présente à la "Kommandantur" de Ploaré. Le maire de Douarnenez a tenu à m'accompagner.

En rentrant dans la cour, je m'aperçois vite qu'il s'agit d'une véritable forteresse. Plus de vingt mitrailleuses lourdes sont disposés derrière le mur de clôture et des tas formidables de cartouches sont auprès de chacune d'elles. Le tireur et le servent sont protégés par des trous d'hommes. Derrière l'immeuble, les Boches disposent des mines en dedans des fils de fer barbelés et le petit mortier de 47 mm, **largement approvisionné**, lâche son obus habituel.

Quoi qu'il en soit et bien que j'aie affaire à une brute malheureusement trop connue dans le pays, je ne parlerai pas en vaincu.

J'aborde la conversation en adressant les paroles suivantes au commandant allemand : *"Pratiquement, vous avez perdu la guerre sur le plan général et la Bretagne étant coupée, votre prise en captivité n'est plus qu'une question d'heures."*

Il ne le conteste pas et en apparaît très affecté. J'en profite pour poursuivre : *"Il ne servirait donc à rien de prolonger un combat qui augmenterait le nombre des victimes des deux côtés sans rien changer au résultat final."* Il ne s'opposa pas à un accord et, pour bien marquer son désir, il ordonne à ses troupes de cesser le feu immédiatement. J'en fais autant.

La discussion s'engage sur l'accord quant au fond. Je lui propose de se rendre purement et simplement et me porte garant qu'il sera traité en prisonnier de guerre, ainsi que tous ses hommes jusqu'à l'arrivée des Alliés.

Il sourit, et me montrant ses décorations et ses écussons, il me prie de ne pas le mettre sur le même pied que les hommes de la "Gast". Il ajoute qu'il n'a rien demandé et qu'il est tout prêt à reprendre le combat.

"Nous aussi, nous possédons des armes, lui dis-

je, et si vous restez ici, le combat recommencera et ne se terminera qu'après épuisement du plus faible. Je vous encourage donc à quitter Douarnenez le plus tôt possible, étant bien entendu qu'il s'agirait d'un départ définitif."

Cette formule ne lui déplâit pas, mais il reste à en fixer les modalités. Après quelques minutes de discussion, nous tombons d'accord sur les points suivants :

1) Echange des prisonniers faits de part et d'autre (nous avons 79 Allemands et eux 9 Français).

2) Les combattants français conservent toutes les armes prises aux Allemands, mais rendront le bagage personnel de chaque homme.

3) La formation allemande doit quitter Douarnenez dans les quatre heures qui suivront le moment où l'accord sera signé. Le commandant allemand s'engage à faire quinze kilomètres en direction de Châteaulin sans tirer un coup de feu. Toutefois, si la formation allemande est attaquée, elle se défendra.

4) Un homme de confiance, délégué par moi, accompagnera cette formation jusqu'à Locronan (7 km) pour constater le respect des accords. Il voyagera librement en automobile.

5) Les clauses de cet armistice sont valables dans un rayon de quinze kilomètres autour de Douarnenez (cette clause a permis de sauver la vie de quatre hommes de Locronan sur le point d'être fusillés, dont le maréchal-des-logis chef de gendarmerie de Locronan, chef militaire dudit canton).

Ces conditions étaient, sinon satisfaisantes, du moins honorables puisque nous conservions les armes allemandes, ce qui, malgré les vieux modèles, étaient tout de même intéressant et que, d'autre part, nous obtenions la libération des prisonniers.

11 h 30 : Bien que j'eusse tous pouvoirs et que je sois certain d'une acceptation ultérieure, je désirais cependant avoir l'accord du Conseil local de la "Résistance" et me dispose à sortir de la "Kommandantur", lorsque le poste de veille allemand installé sur le toit signale l'arrivée, sur la route de Poul-

dergat, d'une importante formation allemande ou plutôt russe-mercenaire qui avait déjà pris Pouldavid à deux kilomètres dans le sud de Douarnenez.

Le commandant allemand m'informe aussitôt que l'officier qui se trouve à la tête de cette formation avait le commandement sur lui, et que le nouvel arrivant qui était engagé contre des forces françaises était seul qualifié pour conclure la cessation du combat dans la zone.

Toutefois, tenant compte de l'engagement pris par lui, ses propres troupes ne tireront plus et les neuf Français qu'il détient (trois étaient mes agents de liaison pour la presqu'île de Crozon) seraient considérés comme prisonniers de guerre. Je conserve néanmoins mes lignes de défense devant la "Kommandantur", ma confiance étant plutôt limitée, comme il convient en pareil cas.

11 h 45 : Je connaissais trop bien malheureusement la piteuse défense de Pouldavid (une mitrailleuse, sept vieux fusils pris le jour précédent à la "Gast" et très peu de munitions). Reprenant mon pavillon blanc, et accompagné d'un officier allemand parlant français et russe, je prends le chemin du combat. Le maire de Douarnenez vient également et un Ploariste nous guidera par les jardins.

Notre unique poste de défense, situé au passage à niveau de Kerharo, est presque cerné et reçoit le feu de quatre endroits différents (mitrailleuses lourdes, canons de 20 mm, mortiers de 47 mm, etc.).

Trois hommes, le chef du F.N. Lucas, le gendarme Riou et le soldat F.F.I. Briand tombent en héros au moment où j'arrive à la hauteur du poste.

Un autre gendarme, Rivoal, souffre atrocement. Il me montre ses blessures aux jambes, mais il possède quelques cartouches encore et, se soutenant sur une barrière en bois, il restera le dernier combattant avancé et tirera jusqu'au bout. Malheureusement, il tombera ensuite lâchement assassiné par un soudard boche. Un troisième gendarme, Roland, a reçu un éclat d'obus au poumon et, crachant le sang à pleine bouche, il se traîne péniblement vers l'arrière. Un peu plus loin,

le jeune Chorlay, dix-neuf ans, lance des cris de douleur en attendant de subir, dès le lendemain, l'amputation de la jambe et Yves Cornec, vingt ans, a lui aussi une jambe fracturée par un éclat de mortier. De plus, dix des nôtres étaient prisonniers et j'apercevais les Russes qui s'acharnaient à les fouiller et à les maltraiter à coups de crosse.

A Pouldavid, une femme, Mme Mazéas, qui s'était portée au secours d'un blessé, avait été tuée sur le champ d'une rafale de mitrailleuse et tous les hommes de cette petite bourgade étaient retenus comme otages.

Cette situation tragique me dictait mon devoir le plus élémentaire. Il n'y avait plus une minute à perdre, notre unique mitrailleuse était hors d'usage, nous n'avions plus de munitions, l'entrée de Douarnenez était libre et plus de cinquante Boches, composant la première ligne de combat, avançaient en tirailleurs avec des faciès de monstres.

Deux fois, je m'efforce de passer dans les lignes ennemies. Deux fois, je suis reçu par des rafales malgré mon pavillon blanc et la présence de l'officier allemand qui criait (du moins il me l'a affirmé depuis) : *"Ne tirez pas. ne tirez pas."*

La troisième fois, je suis pris immédiatement par un adjudant et deux soldats russes qui, me plaçant le canon de leur fusil dans le dos, me conduisent au pas de course devant leur officier commandant (500 mètres plus loin).

12 h 45 : Celui-ci, un véritable tyran, me fait savoir qu'il ne traitera pas avec les terroristes et pour bien marquer sa volonté de répression, il va fusiller sur le champ les dix prisonniers français pris les armes à la main. Ensuite, ses troupes pénétreront en ville, incendieront les maisons et fusilleront tous les hommes.

Il me fait voir en même temps sa nombreuse troupe (250 à 300 hommes avec 8 canons de 47, sans compter les nombreuses armes automatiques. De plus, il me désigne sur la côte voisine (je l'avais déjà aperçue) une troupe d'artillerie armée de puissants canons (j'ai su plus tard qu'il y avait 6 batteries, chacune de deux canons de 77).

Je ne me décourage pas et, engageant la conversation sous le couvert de mon uniforme, j'obtiens deux premiers résultats : d'abord de faire cesser le feu des Allemands (les nôtres l'avaient cessé et pour cause), ensuite de faire ramener les bras des prisonniers le long du corps.

13 h : L'officier teuton consent à m'écouter mais, s'il accepte le principe de la cessation du combat, il ne peut admettre que nous conservions les armes allemandes prises le jour précédent à la "Gast".

Si j'accepte de rendre ces armes en même temps que les prisonniers allemands, il nous rendra les nôtres. Le tout devra être rendu à la "Kommandantur" de Ploaré à 14 heures précises. Dès que cette condition sera strictement remplie, les troupes allemandes quitteront Douarnenez.

Dans la négative, il ouvrira le feu de ses canons sur la ville et ses soldats incendieront les maisons au fur et à mesure de leur avance.

Je lui faisais encore remarquer que le délai est relativement court et je lui rappelle que les soixante-dix-neuf Allemands qui sont dans les mains de mes compatriotes pourraient bien, eux aussi, subir des représailles.

J'obtiens alors de reporter l'heure limite à 15 heures, étant bien entendu que je devrai accompagner les prisonniers et les armes rendus et ne serai relâché qu'après vérification de la totalité des uns et des autres.

Cette clause est extrêmement grave, car, connaissant mes "Maquisards" en particulier et tous les Douarnenistes en général, je suis certainement convaincu, à l'avance, que toutes les armes ne seront pas rendues.

Mais je sais aussi qu'il n'y a pas de temps à perdre et qu'un refus ou tout retard dans la décision unique à prendre peut, en raison de la concentration de 15 000 habitants sans issue possible, entraîner la mort de plusieurs centaines de personnes, indépendamment des dégâts matériels.

Dois-je encourir un tel risque qui mettrait en deuil toutes les familles locales à la veille de la Libération sans apporter, sur le plan stric-

tement militaire, aucun résultat tangible ? Je ne le pense pas et, réfléchissant quelques instants, je me résigne à accepter... à la grande déconvenue de l'ennemi ivre de sang et de pillage. Il est treize heures quinze exactement.

Je rentre à Douarnenez au galop, le cœur ulcéré d'avoir traité avec le Boche et ne retrouve du courage qu'en arrivant en ville où je reçois l'approbation unanime de la population et de mes camarades de la Résistance.

13 h 30 : Le rassemblement des armes commence mais il est pénible. Chaque homme, comme il est compréhensible, désirent conserver ce qu'il a pris à l'ennemi.

14 h : Pendant les pourparlers, un bombardier quadrimoteur anglais, le *J.B. 139*, touché par la D.C.A. à Brest, est tombé en mer. L'équipage a sauté en parachute. J'apprends que le pilote (Cheney Donald) sauvé par un canot est arrivé à terre.

Naïvement, on vient me demander, **devant les Allemands**, ce qu'il faut en faire.

Je le cache aussitôt chez moi — au nez des Boches — qui n'ont pas paru comprendre que je leur jouais un tour de plus.

15 h : J'arrive à la "Kommandantur" à l'heure précisée et, aussitôt, commencent l'appel des prisonniers et le recensement du matériel. Il manque un prisonnier : 78 au lieu de 79. Quant aux armes et autres objets, on m'annonce vers 16 h 30 qu'il manque : 15 fusils, 35 revolvers, 5 longues-vues et jumelles, etc. et que je resterai **otage** jusqu'à ce que l'engagement pris devant eux soit rempli, mais je resterai seul, les prisonniers français étant libérés sur le champ.

C'était déjà un gros point d'acquis et j'avais la conviction d'en sortir. Pour y parvenir, je commence par protester en leur rappelant leur promesse du matin : "**Nous ne ferons aucun mal à aucun des habitants.**" D'autre part, je précise qu'il est contraire aux lois de la guerre de prendre comme otage un officier en uniforme.

16 h 45 : Arrive un lieutenant-colonel de l'état-major allemand cantonné à Châteaulin.

Celui-ci s'enquiert des pertes allemandes (elles étaient de dix au moins) et manifeste son mécontentement disant que ses troupes n'auraient pas dû cesser le feu et que la Résistance, ayant transformé la ville en forteresse (barricades), une punition très sévère devait être infligée à la population qui avait soutenu les soi-disant "terroristes". L'officier allemand qui m'avait accompagné le matin s'est alors avancé vers le colonel en déclarant : "*C'est moi qui ai donné ma parole à l'officier français ici présent que nous cesserions le feu et que nous ne ferions aucun mal aux habitants, résistants ou non résistants.*"

Je suis alors prévenu que je serai considéré comme prisonnier de guerre et l'on m'informe que, sur l'ordre du général allemand, le mouvement de retrait des troupes ne serait pas effectué tant que **le dernier prisonnier et la totalité des armes** ne seraient pas en leur possession.

L'atmosphère était changée. On ne négociait plus, je recevais des ordres et l'affaire tournait mal.

17 h 30 : Le colonel étant parti, je m'expliquais très franchement en faisant connaître aux Allemands qu'ils resteraient donc à Douarnenez jusqu'à l'arrivée des Alliés (qui d'ailleurs n'était plus longue à attendre), car la remise complète des armes était chose impossible à réaliser. Quant au prisonnier, il n'avait pas été retenu de force et s'il n'était pas là, c'est qu'il avait déserté purement et simplement (en effet, et plus même, il était passé dans nos rangs pour se battre contre ses propres camarades).

Pendant que je parlentais ainsi, les bavardages se multipliaient en ville et ma situation exacte de chef de la Résistance, si bien cachée jusque-là, était dévoilée à un tel point que des échos parvinrent jusqu'à la "Kommandantur".

19 h : On me fait passer dans un local spécial pour m'annoncer cette nouvelle. Je ne m'en cache pas et devant leur reproche de ne pas les avoir prévenus le matin, je fais connaître froidement que "*la question ne m'ayant pas été posée, je n'avais pas à y répondre*".

Tous les officiers allemands tiennent alors un

conseil de guerre et je me demande bien ce qu'il va en sortir.

20 h 30 : Alors que je ne m'y attendais pas le moins du monde, je suis remis en liberté avec la seule consigne de faire maintenir l'ordre en ville, sous ma responsabilité personnelle.

D'autre part, les personnes arrêtées pour "collaboration" devront être remises en liberté et s'il est touché à un seul cheveu de leur tête, **vingt Français seront fusillés.**

J'accepte la responsabilité du maintien de l'ordre, mais ne prends aucun engagement en ce qui concerne les "collaborateurs". Je précise que je les laisserai enfermés, c'est le seul moyen qu'ils ne soient pas houspillés par la foule. Sur cette réponse, les Allemands paraissent s'en désintéresser.

Je reprends alors la question de l'évacuation de la ville qui avait été prise le matin comme base de négociation. J'obtiens l'assurance que cette évacuation sera effective dans les vingt-quatre heures et j'en prends acte en regardant ma montre.

A 21 heures, les Allemands viennent me prévenir que les offices religieux du dimanche seront supprimés.

La ville s'endort là-dessus. Mais que sera le lendemain ?

6 AOÛT 1944

La journée s'annonce tranquille, mais le calme est de courte durée.

11 h : L'ambulance municipale, réquisitionnée par les Allemands, passe en ville avec deux blessés venant d'Audierne.

Quelques coups de revolver retentissent et la voiture s'arrête à l'entrée du bourg de Ploaré. Le chauffeur, un Français requis avec la voiture, en descend blessé et les soldats boches sont paraît-il tués.

Aussitôt, on accuse la Résistance d'avoir tiré des maisons voisines. A vrai dire, ce serait des Allemands qui, du coin d'une rue, auraient tiré. Mais ce jour-là, personne ne veut l'affirmer. Cela ne servirait d'ailleurs à rien. Aucune explication n'est demandée.

Aussitôt, un canon est mis en batterie et ouvre le feu sur les maisons en cause : une femme âgée a la jambe coupée, son fils est tué près d'elle. Le canon s'en va et une équipe spéciale de parachutistes incendiaires met le feu à sept maisons, tandis que vingt Français sont arrêtés comme otages.

Toute circulation est brusquement interdite. Deux jeunes gens circulant à bicyclette sont lâchement assassinés.

13 h : Je suis convoqué à la "Kommandantur" avec ordre formel de remettre la liste de tous les hommes appartenant à la Résistance locale. Les maires de l'agglomération sont également convoqués.

Dès mon arrivée, on me fait constater sept trous de balles dans la carrosserie de l'ambulance et on m'annonce que c'est en qualité de chef de la Fédération Française de l'Intérieur (c'est la signification qu'ils donnent à nos trois lettres F.F.I.) que je suis appelé.

"Vous reconnaissez donc le mouvement ?"
Dis-je.

Réponse : *"Pas précisément, mais nous l'admirons et si tous vos hommes étaient comme vous, en uniforme, nous n'hésiterions pas à nous constituer prisonniers. Mais nous avons des ordres de ne le faire qu'à la dernière extrémité, et ce n'est pas le cas."*

Bien entendu, je refuse formellement de donner le nom de mes camarades et déclare prendre seul la responsabilité du mouvement.

Gardé, ainsi que les maires, par un soldat en armes, je ne cède à aucune des diverses exigences qui me sont imposées et continue à protester lorsqu'on m'annonce que tout nouvel acte de violence serait réprimé comme suit :

- un soldat allemand tué : dix civils fusillés et dix maisons brûlées;
- un soldat allemand blessé : dix civils fusillés.

D'autre part, il sera tiré sur tout rassemblement de plus de trois personnes.

Je m'élève contre ces mesures draconiennes et engage une longue discussion avec un lieutenant allemand parlant correctement le

français sur la façon de faire la guerre conformément aux règles du droit international (s'il avait connu son affaire, il m'aurait répondu que l'Armée Française étant dissoute par les lois de Vichy, je n'avais pas le droit de porter l'uniforme) et lui reproche notamment d'avoir, au moment où nous parlons, des troupes dans la tour de l'église de Ploaré.

Il me répond que mes hommes F.F.I. l'ont occupée eux aussi le 4 août dans la soirée... ce qui était exact.

A une heure, un messenger français arrive à la "Kommandantur". Il est porteur d'une lettre en provenance du capitaine anglais Blathway, chef de mission alliée parachutée dans le Finistère.

Cette lettre était destinée au commandant allemand et il avait été convenu que j'en prendrais connaissance et la remettrais ensuite au chef de la "Kommandantur". M. Ganne (le messenger) me la tend. Je la parcours rapidement et en relis attentivement le contenu avant de la remettre au commandant allemand. Ce message l'impressionne fortement. Il y est mis en garde contre toute exaction et il est menacé, à son tour, de dures représailles. Après quelques hésitations, il libère les otages, mais garde le messenger comme prisonnier. Il s'échappera plus tard.

7 AOÛT 1944

Un nouvel incident nous oppose aux Allemands.

Ils réclament la restitution de 500 litres d'essence qui ont disparu de leurs réserves. Ils exigent que les "voleurs", s'adressant non pas au Résistant, mais à l'administrateur de l'Inscription maritime que je suis, rendent, pour seize heures, 500 litres d'essence qui ont été volés à l'armée allemande par les marins (le fait est exact), faute de quoi, l'immeuble et les bureaux de l'Inscription maritime seront incendiés et l'officier teuton me montre les engins destinés à cet effet.

Il me suffit de dire un mot : tous les patrons pêcheurs sont volontaires pour épargner leur administration et à l'heure dite (mais pas avant), les 500 litres sont remis (contre reçu).

Les Boches se ramassent dans leur caserne, entourés de mitrailleuses, de mines, de fils de fer barbelés. Ils ne sortiront plus de leur tanière qu'au moment de partir.

23 h : Ils s'en vont... Ouf...

23 h 30 : Une forte explosion retentit, suivie à 23 h 30 d'une explosion plus faible...

Ce sont les munitions qui sautent.

Et c'est la Libération de l'agglomération douarneniste. Seize combattants F.F.I. l'ont payé de leur sang et sans chercher à discuter sur l'opportunité du combat, saluons ces héros et rendons hommage à l'ardeur et au cran dont ils ont fait preuve en s'attaquant, sans arme, à un ennemi nombreux, organisé et puissamment armé.

A part les sept maisons incendiées, aucun dégât matériel n'a été fait.

Le port est intact, les Allemands ayant creusé de grands trous sur le quai qui n'ont servi à rien et que nous nous sommes empressés de

combler.

De ce qui précède, il est facile de concevoir que le rôle que j'ai été amené à remplir est particulièrement ingrat.

Si je me suis résigné à accomplir cette mission, c'est dans le seul et unique but de sauver des vies françaises — dont notre pays aura tant besoin — mais si je puis être satisfait d'y avoir réussi, je ne goûte pas le bonheur parfait que j'aurais ressenti en "chassant le Boche" au moment opportun, comme il était prévu.

J'ajoute que, pour celui qui a fait la Résistance pendant des mois et des années, il est profondément pénible d'être obligé de traiter avec l'ennemi alors que notre seul but tendait à l'anéantir.

9 AOÛT 1944

...La pêche est autorisée sous réserve de ne pas approcher de la presqu'île de Crozon où les Allemands se sont regroupés.



La Résistance, c'était aussi cela, des patriotes unis, malgré leurs origines diverses : on reconnaît ici Luc Robet (qui deviendra maire de Poullan), aux côtés de l'abbé Cariou, bien connu pour son prosélytisme religieux, et Camille Guyader, mari d'une institutrice laïque, au cours d'une réunion de responsables de l'O.R.A.